

**PUBLIC REDACTED VERSION OF
Annex II**

Reference: NV/2022/EOSS/349/JCA/ab

CONFIDENTIEL

URGENT

Le Greffe de la Cour pénale internationale (« la Cour ») présente ses compliments [REDACTED] et a l'honneur d'inviter les autorités [REDACTED] à prêter leur assistance à la Cour dans le cadre de l'affaire *Le Procureur c. Maxime Geoffroy Eli Mokom Gawaka* (ICC-01/14-01/22), situation en République Centrafricaine II.

Base juridique

La présente demande est fondée sur les règles 13(1) et 119 du Règlement de procédure et de preuves ("RPE"), la norme 51 du Règlement de la Cour ainsi que sur l'ordonnance intitulée "Ordonnance enjoignant à Maxime Geoffroy Eli Mokom Gawaka de présenter des observations sur la mise en liberté provisoire" ("Ordonnance"), ICC-01/14-01/22-105), rendue par la Chambre préliminaire II ("Chambre") le 7 Novembre 2022. L'Ordonnance est annexée à la présente note verbale.

Contexte

Le 14 mars 2022, M. Maxime Geoffroy Eli Mokom Gawaka ("M. Mokom") a été remis à la Cour. Il a comparu devant la Chambre le 22 mars 2022. Il est poursuivi pour des crimes de guerre et crimes contre l'humanité qu'il aurait commis en République Centrafricaine entre le 5 décembre 2013 et décembre 2014.

La confirmation des charges devait débiter le 31 janvier 2023. Cependant, pour des raisons procédurales mentionnées dans l'Ordonnance, l'ouverture est ajournée à une date antérieure devant être déterminée.

Le 7 novembre 2022, la Chambre a rendu l'Ordonnance dans laquelle elle demande à M. Mokom, dans l'éventualité où il souhaite demander une mise en liberté provisoire, d'envoyer sa demande avant le 14 novembre 2022. Dans le même document et pour faciliter le procès, il a été demandé au Greffe d'assurer la liaison avec le conseil de M. Mokom au cas où ce dernier déciderait de présenter une demande de mise en liberté provisoire, en vue de commencer directement des consultations avec l'État hôte et le ou les États vers lesquels M. Mokom propose d'être libéré.

Le 14 novembre 2022, le conseil de permanence de M. Mokom a soumis une demande de liberté provisoire confidentielle intitulée dans sa version originale "*Mr Mokom's Application for Interim Release pursuant to Order ICC-01/14-01/22-105*" ("Demande", ICC-01/14-01/22-110-Conf).

Dans sa Demande, M. Mokom désigne [REDACTED] comme l'un des États prioritaires pour sa mise en liberté provisoire à cause de sa proximité avec la Cour, qui lui permettrait de préparer son affaire efficacement, de rencontrer et communiquer régulièrement avec son conseil et son équipe de Défense.

Conformément à l'ordonnance, M. Mokom a également proposé à la Chambre un certain nombre de conditions pour sa mise en liberté provisoire. Conformément à la règle 119 du Règlement de procédure et de preuve et compte tenu des conditions de mise en liberté provisoire récemment imposées par la Chambre préliminaire A dans l'affaire *Gicheru*, les conditions proposées par M. Mokom sont les suivantes :

- (a) l'interdiction de voyager au-delà des limites territoriales fixées par la Chambre préliminaire sans l'autorisation explicite de la Cour ;
- (b) l'interdiction de se rendre dans certains endroits ou d'être associé à certaines personnes identifiées par la Chambre préliminaire ;
- (c) sauf autorisation préalable de la Chambre, à résider à une adresse déterminée par la Chambre préliminaire pendant toute la durée de la procédure aux Pays-Bas et lorsqu'il n'est pas présent aux Pays-Bas dans le cadre de la procédure judiciaire ;
- (d) à ne pas exercer certaines activités professionnelles ;
- (e) le respect total de toutes les ordonnances rendues dans le cadre de l'affaire, y compris l'ordre de se rendre immédiatement aux autorités compétentes si la Chambre le demande ;
- (f) comparaitre devant la Chambre préliminaire à la date, à l'heure, à l'endroit conformément aux indications fournies par la Chambre ainsi que rester présent jusqu'à ce qu'il soit excusé ;
- (g) la remise au Greffier de tous les passeports, visas, documents d'identité et tout autre document de voyage qui lui ont été délivrés ;
- (h) faire rapport une fois par semaine aux autorités de police de l'État d'accueil ou du Greffe, ce qui peut inclure l'utilisation de la technologie de la vidéoconférence ;
- (i) fournir au Greffier tous les numéros de téléphone mobile et autres et veiller à ce qu'au moins un de ses numéros de téléphone mobile reste actif et dispose d'un crédit suffisant pour être joignable à tout moment ; et
- (j) à ne pas rentrer en contact de manière directe ou indirecte avec les témoins.

En outre, dans la demande, M. Mokom s'est engagé à ce qui suit :

- Il ne s'engagera dans aucune activité politique pendant sa libération provisoire.;

- Il ne fera pas de discours publics ou de publications dans les médias par lui-même ou par le biais d'une tierce personne à propos de l'affaire ;
- Il ne donnera aucune information au public ni à la presse concernant l'affaire ;
- Les seuls contacts qu'il cherchera à avoir seront avec sa famille, son Conseil, les membres de son équipe de Défense, le Greffe, le personnel médical et la Croix-Rouge ;
- Il accepte que toute violation d'une loi de l'Etat d'accueil entraîne la fin de la mise en liberté provisoire
- Il accepte toutes conditions raisonnables de l'Etat d'accueil pendant sa mise en liberté provisoire à savoir contrôle judiciaire électronique, imposition de couvre-feu ou confinement en résidence.

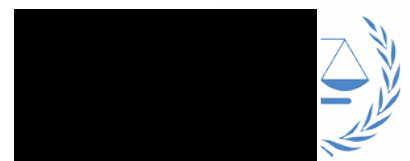
Objet de la requête

A la suite à l'Ordonnance et si la Chambre fait droit à la Demande, le Greffe invite les autorités [REDACTED] à envisager d'accepter M. Mokom sur leur territoire aux fins de sa mise en liberté provisoire, aux conditions énumérées ci-dessus.

Considérant la nature de la demande, le [REDACTED] sont invitées à fournir leurs observations pour le 12 décembre 2022. Le Greffe serait reconnaissant aux autorités d'indiquer dans leur réponse le niveau de confidentialité de leurs observations.

Le Greffe de la Cour pénale internationale saisit cette occasion pour renouveler [REDACTED]
[REDACTED] les assurances de sa très haute considération.

La Haye, 29 novembre 2022



Reference: NV/2022/EOSS/351/JCA/ab

CONFIDENTIEL

URGENT

Le Greffe de la Cour pénale internationale (« la Cour ») présente ses compliments à [REDACTED] et a l'honneur d'inviter les autorités [REDACTED] à prêter leur assistance à la Cour dans le cadre de l'affaire *Le Procureur c. Maxime Geoffroy Eli Mokom Gawaka* (ICC-01/14-01/22), situation en République Centrafricaine II.

Base juridique

La présente demande est fondée sur les règles 13(1) et 119 du Règlement de procédure et de preuves ("RPE"), la norme 51 du Règlement de la Cour ainsi que sur l'ordonnance intitulée "Ordonnance enjoignant à Maxime Geoffroy Eli Mokom Gawaka de présenter des observations sur la mise en liberté provisoire" ("Ordonnance"), ICC-01/14-01/22-105), rendue par la Chambre préliminaire II ("Chambre") le 7 Novembre 2022. L'Ordonnance est annexée à la présente note verbale.

Contexte

Le 14 mars 2022, M. Maxime Geoffroy Eli Mokom Gawaka ("M. Mokom") a été remis à la Cour. Il a comparu devant la Chambre le 22 mars 2022. Il est poursuivi pour des crimes de guerre et crimes contre l'humanité qu'il aurait commis en République Centrafricaine entre le 5 décembre 2013 et décembre 2014.

La confirmation des charges devait débiter le 31 janvier 2023. Cependant, pour des raisons procédurales mentionnées dans l'Ordonnance, l'ouverture est ajournée à une date antérieure devant être déterminée.

Le 7 novembre 2022, la Chambre a rendu l'Ordonnance dans laquelle elle demande à M. Mokom, dans l'éventualité où il souhaite demander une mise en liberté provisoire, d'envoyer sa demande avant le 14 novembre 2022. Dans le même document et pour faciliter le procès, il a été demandé au Greffe d'assurer la liaison avec le conseil de M. Mokom au cas où ce dernier déciderait de présenter une demande de mise en liberté provisoire, en vue de commencer directement des consultations avec l'État hôte et le ou les États vers lesquels M. Mokom propose d'être libéré.

Le 14 novembre 2022, le conseil de permanence de M. Mokom a soumis une demande de liberté provisoire confidentielle intitulée dans sa version originale "*Mr Mokom's Application for Interim Release pursuant to Order ICC-01/14-01/22-105*" ("Demande", ICC-01/14-01/22-110-Conf).

Dans sa Demande, M. Mokom désigne [REDACTED] comme l'un des États prioritaires pour sa mise en liberté provisoire à cause de sa proximité avec la Cour, qui lui permettrait de préparer son affaire efficacement, de rencontrer et communiquer régulièrement avec son conseil et son équipe de Défense.

Conformément à l'ordonnance, M. Mokom a également proposé à la Chambre un certain nombre de conditions pour sa mise en liberté provisoire. Conformément à la règle 119 du Règlement de procédure et de preuve et compte tenu des conditions de mise en liberté provisoire récemment imposées par la Chambre préliminaire A dans l'affaire *Gicheru*, les conditions proposées par M. Mokom sont les suivantes :

- (a) l'interdiction de voyager au-delà des limites territoriales fixées par la Chambre préliminaire sans l'autorisation explicite de la Cour ;
- (b) l'interdiction de se rendre dans certains endroits ou d'être associé à certaines personnes identifiées par la Chambre préliminaire ;
- (c) sauf autorisation préalable de la Chambre, à résider à une adresse déterminée par la Chambre préliminaire pendant toute la durée de la procédure aux Pays-Bas et lorsqu'il n'est pas présent aux Pays-Bas dans le cadre de la procédure judiciaire ;
- (d) à ne pas exercer certaines activités professionnelles ;
- (e) le respect total de toutes les ordonnances rendues dans le cadre de l'affaire, y compris l'ordre de se rendre immédiatement aux autorités compétentes si la Chambre le demande ;
- (f) comparaitre devant la Chambre préliminaire à la date, à l'heure, à l'endroit conformément aux indications fournies par la Chambre ainsi que rester présent jusqu'à ce qu'il soit excusé ;
- (g) la remise au Greffier de tous les passeports, visas, documents d'identité et tout autre document de voyage qui lui ont été délivrés ;
- (h) faire rapport une fois par semaine aux autorités de police de l'État d'accueil ou du Greffe, ce qui peut inclure l'utilisation de la technologie de la vidéoconférence ;
- (i) fournir au Greffier tous les numéros de téléphone mobile et autres et veiller à ce qu'au moins un de ses numéros de téléphone mobile reste actif et dispose d'un crédit suffisant pour être joignable à tout moment ; et
- (j) à ne pas rentrer en contact de manière directe ou indirecte avec les témoins.

En outre, dans la demande, M. Mokom s'est engagé à ce qui suit :

- Il ne s'engagera dans aucune activité politique pendant sa libération provisoire.;

- Il ne fera pas de discours publics ou de publications dans les médias par lui-même ou par le biais d'une tierce personne à propos de l'affaire ;
- Il ne donnera aucune information au public ni à la presse concernant l'affaire ;
- Les seuls contacts qu'il cherchera à avoir seront avec sa famille, son Conseil, les membres de son équipe de Défense, le Greffe, le personnel médical et la Croix-Rouge ;
- Il accepte que toute violation d'une loi de l'Etat d'accueil entraîne la fin de la mise en liberté provisoire
- Il accepte toutes conditions raisonnables de l'Etat d'accueil pendant sa mise en liberté provisoire à savoir contrôle judiciaire électronique, imposition de couvre-feu ou confinement en résidence.

Objet de la requête

A la suite à l'Ordonnance et si la Chambre fait droit à la Demande, le Greffe invite les autorités [REDACTED] à envisager d'accepter M. Mokom sur leur territoire aux fins de sa mise en liberté provisoire, aux conditions énumérées ci-dessus.

Considérant la nature de la demande, les autorités [REDACTED] sont invitées à fournir leurs observations pour le 12 décembre 2022. Le Greffe serait reconnaissant aux autorités d'indiquer dans leur réponse le niveau de confidentialité de leurs observations.

[REDACTED]

Le Greffe de la Cour pénale internationale saisit cette occasion pour renouveler à [REDACTED] les assurances de sa très haute considération.

La Haye, 30 novembre 2022



Reference: NV/2022/EOSS/334/JCA/rk

CONFIDENTIEL

URGENT

Le Greffe de la Cour pénale internationale (« la Cour ») présente ses compliments à [REDACTED] et a l'honneur d'inviter les autorités [REDACTED] à prêter leur assistance à la Cour dans le cadre de l'affaire *Le Procureur c. Maxime Geoffroy Eli Mokom Gawaka* (ICC-01/14-01/22), situation en République Centrafricaine II.

Base juridique

La présente demande est fondée sur les règles 13(1) et 119 du Règlement de procédure et de preuves ("RPE"), la norme 51 du Règlement de la Cour ainsi que sur l'ordonnance intitulée "Ordonnance enjoignant à Maxime Geoffroy Eli Mokom Gawaka de présenter des observations sur la mise en liberté provisoire" ("Ordonnance"), ICC-01/14-01/22-105), rendue par la Chambre préliminaire II ("Chambre") le 7 Novembre 2022. L'Ordonnance est annexée à la présente note verbale.

Contexte

Le 14 mars 2022, M. Maxime Geoffroy Eli Mokom Gawaka ("M. Mokom") a été remis à la Cour et a comparu devant la Chambre préliminaire le 22 mars 2022. Il est poursuivi pour des crimes de guerre et crimes contre l'humanité qu'il aurait commis en République Centrafricaine entre le 5 décembre 2013 et décembre 2014.

La confirmation des charges devait débiter le 31 janvier 2023. Cependant, pour des raisons procédurales mentionnées dans l'Ordonnance, l'ouverture est ajournée à une date antérieure devant être déterminée.

Le 7 novembre 2022, la Chambre a rendu l'Ordonnance dans laquelle elle demande à M. Mokom, dans l'éventualité où il souhaite demander une mise en liberté provisoire, d'envoyer sa demande avant le 14 novembre 2022. Dans le même document et pour faciliter le procès, il a été demandé au Greffe d'assurer la liaison avec le conseil de M. Mokom au cas où ce dernier déciderait de présenter une demande de mise en liberté provisoire, en vue de commencer directement des consultations avec l'État hôte et le ou les États vers lesquels M. Mokom propose d'être libéré.



Le 14 novembre 2022, le conseil de permanence de M. Mokom a soumis une demande de liberté provisoire confidentielle intitulée dans sa version originale *“Mr Mokom’s Application for Interim Release pursuant to Order ICC-01/14-01/22-105”* (“Demande”, ICC-01/14-01/22-110-Conf).

Dans sa Demande, M. Mokom désigne [REDACTED] comme l’un des États prioritaires pour sa mise en liberté provisoire à cause de sa proximité avec la Cour, qui lui permettrait de préparer son affaire efficacement, de rencontrer et communiquer régulièrement avec son conseil et son équipe de Défense. [REDACTED]

Conformément à l’ordonnance, M. Mokom a également proposé à la Chambre un certain nombre de conditions pour sa mise en liberté provisoire. Conformément à la règle 119 du Règlement de procédure et de preuve et compte tenu des conditions de mise en liberté provisoire récemment imposées par la Chambre préliminaire A dans l’affaire *Gicheru*, les conditions proposées par M. Mokom sont les suivantes :

- (a) l’interdiction de voyager au-delà des limites territoriales fixées par la Chambre préliminaire sans l’autorisation explicite de la Cour;
- (b) l’interdiction de se rendre dans certains endroits ou d’être associé à certaines personnes identifiées par la Chambre préliminaire;
- (c) sauf autorisation préalable de la Chambre, à résider à une adresse déterminée par la Chambre préliminaire pendant toute la durée de la procédure aux Pays-Bas et lorsqu’il n’est pas présent aux Pays-Bas dans le cadre de la procédure judiciaire ;
- (d) à ne pas exercer certaines activités professionnelles;
- (e) le respect total de toutes les ordonnances rendues dans le cadre de l’affaire, y compris l’ordre de se rendre immédiatement aux autorités compétentes si la Chambre le demande;
- (f) comparaitre devant la Chambre préliminaire à la date, à l’heure, à l’endroit conformément aux indications fournies par la Chambre ainsi que rester présent jusqu’à ce qu’il soit excusé;
- (g) la remise au Greffier de tous les passeports, visas, documents d’identité et tout autre document de voyage qui lui ont été délivrés;
- (h) faire rapport une fois par semaine aux autorités de police de l’État d’accueil ou du Greffe, ce qui peut inclure l’utilisation de la technologie de la vidéoconférence.;

- (i) fournir au Greffier tous les numéros de téléphone mobile et autres et veiller à ce qu'au moins un de ses numéros de téléphone mobile reste actif et dispose d'un crédit suffisant pour être joignable à tout moment; et
- (j) à ne pas rentrer en contact de manière directe ou indirecte avec les témoins.

En outre, dans la demande, M. Mokom s'est engagé à ce qui suit:

- Il ne s'engagera dans aucune activité politique pendant sa libération provisoire.;
- Il ne fera pas de discours publics ou de publications dans les médias par lui-même ou par le biais d'une tierce personne à propos de l'affaire ;
- Il ne donnera aucune information au public ni à la presse concernant l'affaire;
- Les seuls contacts qu'il cherchera à avoir seront avec sa famille, son Conseil, les membres de son équipe de Défense, le Greffe, le personnel médical et la Croix-Rouge ;
- Il accepte que toute violation d'une loi de l'Etat d'accueil entraîne la fin de la mise en liberté provisoire
- Il accepte toutes conditions raisonnables de l'Etat d'accueil pendant sa mise en liberté provisoire à savoir contrôle judiciaire électronique, imposition de couvre-feu ou confinement en résidence.

Objet de la requête

A la suite à l'Ordonnance et si la Chambre fait droit à la Demande, le Greffe invite les autorités [REDACTED] à envisager d'accepter M. Mokom sur leur territoire aux fins de sa mise en liberté provisoire, aux conditions énumérées ci-dessus.

Considérant la nature de la demande, les autorités [REDACTED] sont invitées à fournir leurs observations pour le 12 décembre 2022. Le Greffe serait reconnaissant aux autorités d'indiquer dans leur réponse le niveau de confidentialité de leurs observations.

Le Greffe de la Cour pénale internationale saisit cette occasion pour renouveler [REDACTED]
[REDACTED] les assurances de sa très haute considération [REDACTED]

La Haye , 28 novembre 2022



Reference: NV/2022/EOSS/377/JCA/ab

CONFIDENTIEL

URGENT

Le Greffe de la Cour pénale internationale (« la Cour ») présente ses compliments à [REDACTED] et a l'honneur d'inviter les autorités [REDACTED] à prêter leur assistance à la Cour dans le cadre de l'affaire *Le Procureur c. Maxime Geoffroy Eli Mokom Gawaka* (ICC-01/14-01/22), situation en République Centrafricaine II.

Base juridique

La présente demande est fondée sur les règles 13(1) et 119 du Règlement de procédure et de preuves ("RPE"), la norme 51 du Règlement de la Cour ainsi que sur l'ordonnance intitulée "*Ordonnance enjoignant à Maxime Geoffroy Eli Mokom Gawaka de présenter des observations sur la mise en liberté provisoire*" ("Ordonnance"), ICC-01/14-01/22-105-tFRA), rendue par la Chambre préliminaire II ("Chambre") le 7 Novembre 2022. L'Ordonnance est annexée à la présente note verbale.

Contexte

Le 14 mars 2022, M. Maxime Geoffroy Eli Mokom Gawaka ("M. Mokom") a été remis à la Cour. Il a comparu devant la Chambre le 22 mars 2022. Il est poursuivi pour des crimes de guerre et crimes contre l'humanité qu'il aurait commis en République Centrafricaine entre le 5 décembre 2013 et décembre 2014.

La confirmation des charges devait débiter le 31 janvier 2023. Cependant, pour des raisons procédurales mentionnées dans l'Ordonnance, l'ouverture est ajournée à une date antérieure devant être déterminée.

Le 7 novembre 2022, la Chambre a rendu l'Ordonnance dans laquelle elle demande à M. Mokom, dans l'éventualité où il souhaite demander une mise en liberté provisoire, d'envoyer sa demande avant le 14 novembre 2022. Dans le même document et pour faciliter le procès, il a été demandé au Greffe d'assurer la liaison avec le conseil de M. Mokom au cas où ce dernier déciderait de présenter une demande de mise en liberté provisoire, en vue de commencer directement des consultations avec l'État hôte et le ou les États vers lesquels M. Mokom propose d'être libéré.

[REDACTED]

Le 14 novembre 2022, le conseil de permanence de M. Mokom a soumis la « *Demande de liberté provisoire présentée par Maxime Mokom, en exécution de l'ordonnance ICC-01/14-01/22-105* » dont la version publique expurgée a été enregistré le 16 novembre 2022 ("Demande", ICC-01/14-01/22-110-Red-tFRA).

Dans sa Demande, M. Mokom désigne [REDACTED] comme l'un des États pour sa mise en liberté provisoire à cause de sa proximité avec la Cour, qui lui permettrait de préparer son affaire efficacement, de rencontrer et communiquer régulièrement avec son conseil et son équipe de Défense.

Conformément à l'Ordonnance, M. Mokom a également proposé à la Chambre un certain nombre de conditions pour sa mise en liberté provisoire. Conformément à la règle 119 du Règlement de procédure et de preuve et compte tenu des conditions de mise en liberté provisoire récemment imposées par la Chambre préliminaire A dans l'affaire *Gicheru*, les conditions proposées par M. Mokom sont les suivantes :

- (a) l'interdiction de sortir des limites territoriales déterminées par la Chambre préliminaire sans l'accord explicite de la Cour ;
- (b) l'interdiction de se rendre dans certains lieux et de rencontrer certaines personnes telles que désignés par la Chambre préliminaire ;
- (c) résidence à l'adresse indiquée par la Chambre préliminaire pendant toute la durée de la procédure aux Pays-Bas et lorsque l'intéressé ne se trouve pas aux Pays-Bas à cette fin, sauf autorisation préalable de la Chambre ;
- (d) interdiction de livrer à certaines activités professionnelles ;
- (e) obligation de se conformer pleinement à toutes les décisions rendues dans l'affaire, y compris de se rendre immédiatement aux autorités compétentes si la Chambre le requiert ;
- (f) obligation de comparaître devant la Chambre aux date, à l'heure et lieu – et selon les modalités- fixés par la Chambre et de rester présent tant qu'elle ne l'autorise pas à se retirer ;
- (g) l'obligation de remettre au Greffier de tout passeports, visas, document justificatif d'identité et autre document de voyage qui lui aurait été délivré ;
- (h) obligation de se présenter une fois par semaine aux autorités de police du pays d'accueil ou au Greffe, y compris en recourant à des moyens de vidéoconférence ;
- (i) obligation de communiquer au Greffier tous ses numéros de téléphone portable et autre et de veiller à ce qu'au moins un de ses numéros de téléphone portable soit en service et ait un crédit suffisant pour être toujours joignable à tout moment ; et
- (j) interdiction d'entrer directement ou indirectement en rapport avec les victimes et les témoins.

En outre, dans la demande, M. Mokom s'est engagé à ce qui suit :

- Ne pas livrer à des activités politiques pendant sa liberté provisoire.;

- Ne faire aucune déclaration publique et ne rien publier sur les médias sociaux qui se rapporte à l'affaire, que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'une autre personne ;
- Ne pas s'exprimer en public ou devant la presse au sujet de l'affaire ;
- N'avoir de contact qu'avec sa famille, son conseil, les membres de son équipe de défense, le Greffe, le personnel médical, la Croix-Rouge ;
- Il accepte que toute violation des conditions imposées par l'Etat d'accueil peut entraîner la révocation immédiate de sa liberté provisoire et son transfèrement à la Cour ;
- Il accepte toute condition raisonnable imposée par l'Etat d'accueil pendant toute la durée de sa mise en liberté provisoire y compris le contrôle judiciaire électronique, un couvre-feu ou une assignation à résidence.

Objet de la requête

A la suite à l'Ordonnance et si la Chambre fait droit à la Demande, le Greffe invite les autorités [REDACTED] à envisager d'accepter M. Mokom sur leur territoire aux fins de sa mise en liberté provisoire, aux conditions énumérées ci-dessus.

Considérant la nature de la demande, les autorités [REDACTED] sont invitées à fournir leurs observations pour le 20 décembre 2022. Le Greffe serait reconnaissant aux autorités d'indiquer dans leur réponse le niveau de confidentialité de leurs observations.

[REDACTED]

Le Greffe de la Cour pénale internationale saisit cette occasion pour renouveler [REDACTED]

[REDACTED] les assurances de sa très haute considération. [REDACTED]


La Haye, le 5 décembre 2022

Reference: NV/2022/EOSS/352/JCA/ab

CONFIDENTIEL

URGENT

Le Greffe de la Cour pénale internationale (« la Cour ») présente ses compliments à [REDACTED] et a l'honneur d'inviter les autorités [REDACTED] à prêter leur assistance à la Cour dans le cadre de l'affaire *Le Procureur c. Maxime Geoffroy Eli Mokom Gawaka* (ICC-01/14-01/22), situation en République Centrafricaine II.

Base juridique

La présente demande est fondée sur les règles 13(1) et 119 du Règlement de procédure et de preuves ("RPE"), la norme 51 du Règlement de la Cour ainsi que sur l'ordonnance intitulée "Ordonnance enjoignant à Maxime Geoffroy Eli Mokom Gawaka de présenter des observations sur la mise en liberté provisoire" ("Ordonnance"), ICC-01/14-01/22-105), rendue par la Chambre préliminaire II ("Chambre") le 7 Novembre 2022. L'Ordonnance est annexée à la présente note verbale.

Contexte

Le 14 mars 2022, M. Maxime Geoffroy Eli Mokom Gawaka ("M. Mokom") a été remis à la Cour. Il a comparu devant la Chambre le 22 mars 2022. Il est poursuivi pour des crimes de guerre et crimes contre l'humanité qu'il aurait commis en République Centrafricaine entre le 5 décembre 2013 et décembre 2014.

La confirmation des charges devait débiter le 31 janvier 2023. Cependant, pour des raisons procédurales mentionnées dans l'Ordonnance, l'ouverture est ajournée à une date antérieure devant être déterminée.

Le 7 novembre 2022, la Chambre a rendu l'Ordonnance dans laquelle elle demande à M. Mokom, dans l'éventualité où il souhaite demander une mise en liberté provisoire, d'envoyer sa demande avant le 14 novembre 2022. Dans le même document et pour faciliter le procès, il a été demandé au Greffe d'assurer la liaison avec le conseil de M. Mokom au cas où ce dernier déciderait de présenter une demande de mise en liberté provisoire, en vue de commencer directement des consultations avec l'État hôte et le ou les États vers lesquels M. Mokom propose d'être libéré.



Le 14 novembre 2022, le conseil de permanence de M. Mokom a soumis une demande de liberté provisoire confidentielle intitulée dans sa version originale *“Mr Mokom’s Application for Interim Release pursuant to Order ICC-01/14-01/22-105”* (“Demande”, ICC-01/14-01/22-110-Conf).

Dans sa Demande, M. Mokom désigne [REDACTED] comme l’un des États prioritaires pour sa mise en liberté provisoire à cause de sa proximité avec la Cour, qui lui permettrait de préparer son affaire efficacement, de rencontrer et communiquer régulièrement avec son conseil et son équipe de Défense.

Conformément à l'ordonnance, M. Mokom a également proposé à la Chambre un certain nombre de conditions pour sa mise en liberté provisoire. Conformément à la règle 119 du Règlement de procédure et de preuve et compte tenu des conditions de mise en liberté provisoire récemment imposées par la Chambre préliminaire A dans l'affaire *Gicheru*, les conditions proposées par M. Mokom sont les suivantes :

- (a) l'interdiction de voyager au-delà des limites territoriales fixées par la Chambre préliminaire sans l'autorisation explicite de la Cour ;
- (b) l’interdiction de se rendre dans certains endroits ou d’être associé à certaines personnes identifiées par la Chambre préliminaire ;
- (c) sauf autorisation préalable de la Chambre, à résider à une adresse déterminée par la Chambre préliminaire pendant toute la durée de la procédure aux Pays-Bas et lorsqu'il n'est pas présent aux Pays-Bas dans le cadre de la procédure judiciaire ;
- (d) à ne pas exercer certaines activités professionnelles ;
- (e) le respect total de toutes les ordonnances rendues dans le cadre de l'affaire, y compris l'ordre de se rendre immédiatement aux autorités compétentes si la Chambre le demande ;
- (f) comparaitre devant la Chambre préliminaire à la date, à l’heure, à l’endroit conformément aux indications fournies par la Chambre ainsi que rester présent jusqu’à ce qu’il soit excusé ;
- (g) la remise au Greffier de tous les passeports, visas, documents d'identité et tout autre document de voyage qui lui ont été délivrés ;
- (h) faire rapport une fois par semaine aux autorités de police de l’État d'accueil ou du Greffe, ce qui peut inclure l'utilisation de la technologie de la vidéoconférence ;
- (i) fournir au Greffier tous les numéros de téléphone mobile et autres et veiller à ce qu'au moins un de ses numéros de téléphone mobile reste actif et dispose d'un crédit suffisant pour être joignable à tout moment ; et
- (j) à ne pas rentrer en contact de manière directe ou indirecte avec les témoins.

En outre, dans la demande, M. Mokom s'est engagé à ce qui suit :

- Il ne s'engagera dans aucune activité politique pendant sa libération provisoire.;

- Il ne fera pas de discours publics ou de publications dans les médias par lui-même ou par le biais d'une tierce personne à propos de l'affaire ;
- Il ne donnera aucune information au public ni à la presse concernant l'affaire ;
- Les seuls contacts qu'il cherchera à avoir seront avec sa famille, son Conseil, les membres de son équipe de Défense, le Greffe, le personnel médical et la Croix-Rouge ;
- Il accepte que toute violation d'une loi de l'Etat d'accueil entraîne la fin de la mise en liberté provisoire
- Il accepte toutes conditions raisonnables de l'Etat d'accueil pendant sa mise en liberté provisoire à savoir contrôle judiciaire électronique, imposition de couvre-feu ou confinement en résidence.

Objet de la requête

A la suite à l'Ordonnance et si la Chambre fait droit à la Demande, le Greffe invite les autorités [REDACTED] à envisager d'accepter M. Mokom sur leur territoire aux fins de sa mise en liberté provisoire, aux conditions énumérées ci-dessus.

Considérant la nature de la demande, les autorités [REDACTED] sont invitées à fournir leurs observations pour le 12 décembre 2022. Le Greffe serait reconnaissant aux autorités d'indiquer dans leur réponse le niveau de confidentialité de leurs observations.

[REDACTED]

Le Greffe de la Cour pénale internationale saisit cette occasion pour renouveler à [REDACTED]
[REDACTED], les assurances de sa très haute considération.

La Haye, 30 novembre 2022

